L'Education nationale à l'épreuve du télétravail

Avril 2020

Depuis plusieurs semaines, la France fait face à une situation exceptionnelle causée par la pandémie du Covid-19. Le 12 mars, E. Macron annonçait la mise en place du confinement pour le 16, la fermeture des établissements scolaires et son corollaire, le télétravail pour les enseignant·es.

Edito

Si le gouvernement feint de maitriser la situation, il ne contrôle pas grand-chose en réalité et tente de faire bonne figure.

Pour la CGT, cette crise sanitaire d'ampleur est, de toute évidence, aggravée par les politiques de casse du service public menées depuis des années par les gouvernements successifs. L'Hôpital paie aujourd'hui un lourd tribut. Le personnel soignant, mobilisé depuis de nombreux mois contre le manque criant de moyens, se retrouve seul en première ligne. Tous les clignotants sont au rouge.

À la CGT, c'est avant tout le sort des salarié·es qui importe !
Dans notre secteur, les tergiversations du ministre ont plongé les personnels dans un profond désarroi laissant les hiérarchies intermédiaires émettre, parfois, des injonctions dangereuses et contradictoires. Les personnels ont dû rapidement expérimenter le travail à distance avec des plateformes qui ont pu s'avérer insatisfaisantes voire défectueuses, mettant à mal la santé au travail.
La « continuité pédagogique » et scolaire, malgré les déclarations assurées et martelées du ministre au grand public, est loin d'avoir fait ses preuves. Tous les personnels de l'Éducation nationale se retrouvent isolés avec une surcharge de travail conséquente laissant parfois un goût amer, mais réel : le système scolaire français est inégalitaire et l'enseignement à distance ne fait que renforcer ce caractère.

SOMMAIRE:

1-Edito

2-Bilan de notre questionnaire

3 et 4-notre analyse

CGT Enseignement Privé - 263 rue de Paris – Case 544 - 93515 Montreuil Cedex
Tél. : 01.42.26.55.20 – courriel : contact@cgt-ep.org - **www.cgt-ep.org**

BILAN DE NOTRE QUESTIONNAIRE

Après deux semaines de mise en place de la « continuité pédagogique » , nous avons décidé de faire un point via un questionnaire national. Ce sont 2 250 collègues qui y ont répondu avec quasiment 500 réponses dans les deux heures qui ont suivi son envoi…
Une forte attente et une envie de pouvoir s'exprimer de la part des enseignant·es sûrement.
Et même si l'ensemble des personnes qui a répondu à ce questionnaire ne peut être assimilé à un échantillon représentatif de la profession, cela donne une tendance qu'on ne peut ignorer.
On fait le point.

Le profil des personnes ayant répondu

De nombreuses réponses de l'Ouest (Bretagne, Pays de Loire et de la région parisienne).

Ce sont 75 % de femmes et 25 % d'hommes qui ont répondu.
25% enseignent dans une école, 37 % en collège, 33 % en lycée général et technologique et 18 % en lycée professionnel (deux réponses ayant pues être cochées par certain·es).

51 % sont en télétravail sans enfant de moins de 16 ans, 45 % en télétravail avec enfant(s) de moins de 16 ans. Ces derniers ont dû alors jongler entre télé-travail et garde de leurs propres enfants….

Les conditions matérielles au domicile

Au niveau des conditions matérielles pour travailler, 75 % des réponses indiquent que les collègues sont suffisamment équipé·es pour travailler dans de bonnes conditions et pour les deux tiers d'entre eux, le partage de ce matériel ne pose pas de difficulté à la maison.

Si les trois-quarts ont une suffisamment bonne connexion pour travailler dans de bonnes conditions, ce n'est pas le cas pour 10 % d'entre eux, ce qui pose la question des zones blanches et de la couverture numérique.
60 % disent arriver à travailler dans le calme.
Pour plus de 80 % des réponses, les collègues n'ont pas été contraint·es de se rendre sur le lieu de travail pendant le confinement.

50 % des collègues ont estimé que leur temps de travail avait énormément augmenté avec le télétravail !

80% n'ont pas réussi à cloisonner correctement temps de travail et temps libre!

Le télétravail

Le télétravail est une autre façon de travailler. 70 % estiment s'être mis la pression, 30 % en ont ressenti de la part des parents, 30 % de la part de la direction, 18 % de la part des élèves et 11 % de la part des inspecteurs·trices. Et parfois, cette pression venait aussi des collègues...
De plus, ce sont 80 % des collègues qui ont eu l'impression de ne pas cloisonner correctement leur activité professionnelle et leur temps libre en télétravail. Et logiquement, ce sont 75 % des profs qui estiment que le télétravail a engendré une hausse du temps de travail par rapport au temps « habituel ». Parmi ceux·celles-ci, les deux tiers jugent cette hausse énorme.
Cette situation de confinement et de fermeture des établissements est ressentie comme amenant plus de stress dans le travail pour 80 % des personnes.

Continuité pédagogique

Seul·es 50% des enseignant·es sondé·es estiment qu'ils·elles ont été suffisamment accompagné·es par l'institution. 50% aussi jugent favorablement la qualité des ressources mises à disposition et leur accès.

LA CONTINUITÉ PÉDAGOGIQUE, ÇA N'EXISTE PAS !

Puisque rien n'avait été organisé pour la « continuité pédagogique », contrairement aux annonces de JM Blanquer, tout le monde s'est retrouvé dans une situation ubuesque au début du confinement.

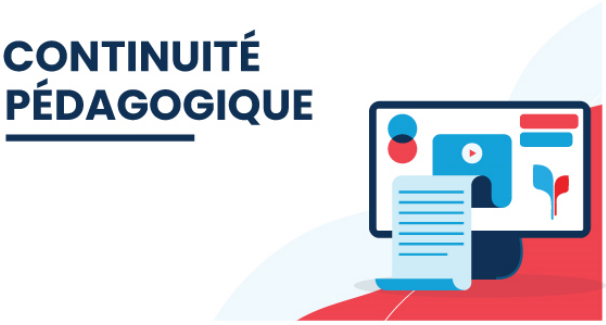
Dans le second degré, les enseignant·es n'ont pas toujours réussi à se connecter aux supports institutionnels habituels, les serveurs étant bien évidemment saturés.

Certain·es, dans un souci de bien faire, ont utilisé les modes de communication à leur disposition (groupes Whatsapp, plateformes de gamers ou autres plateformes privées de discussion) sans que les règles de sécurité informatique soient garanties ou respectées. En l'absence de directives institutionnelles claires, deux options se présentaient : soit poursuivre les cours « comme si de rien n'était », soit décider de s'en tenir à des approfondissements qui ne laisseraient « personne au bord du chemin » selon la rhétorique chère à notre ministre.

Dans le premier degré, les personnels ont dû faire face à l'absence de supports informatiques permettant de maintenir un lien avec les familles. Face à cela, la hiérarchie a trop souvent demandé aux collègues de créer en urgence des listes de diffusion ou d'ouvrir les écoles afin que les parents récupèrent le travail. Tout ceci au mépris du danger occasionné par le contournement des règles de confinement… Dans ces conditions, les élèves, même les mieux acccompagné·es, se sont trouvé·es seul·es face à leurs questions, leurs difficultés et leurs échecs. Car il s'agit bien de cela ! Une chose est sûre: la « continuité pédagogique » n'existe pas plus que la classe n'existe sans la classe. Notre métier n'est pas de transmettre des cours ficelés à des élèves qui sauraient les absorber. Notre métier est d'agir au sein d'un groupe classe, où les interactions et la parole de l'enseignant·e et des autres élèves donnent corps à des contenus.

Pour les élèves des lycées professionnels, on constate des décrochages en séries.

Les enseignant·es font l'amer constat qu'il est très compliqué de ne pas perdre le lien avec les élèves pendant cette période. Le manque de matériel informatique dans les familles, le manque d'autonomie avec les outils numériques sont autant de facteurs qui expliquent le décrochage pour ces élèves qui sont issu·es, dans leur grande majorité, de milieux défavorisés. Sur ce sujet, JM Blanquer a tenté de rassurer l'opinion publique mais, sans surprise, en n'apportant aucune réponse concrète. Pour la voie pro, la continuité pédagogique est bel et bien une hypocrisie!



Accroissement des inégalités

La maîtrise des outils et l'autonomie sont socialement très inégales. Certaines familles doivent se partager le matériel (quand elles en ont) ; d'autres élèves ne disposent d'internet que sur leur téléphone ou celui de leurs parents (ce qui ne permet pas de mener intégralement les activités pédagogiques) ; les outils numériques censés assurer cette « continuité pédagogique » sont évidemment un puissant facteur d'accroissement des inégalités sociales.

D'autre part, les remontées des parents d'élèves et les analyses des Professeur·es Principaux·ales font état d'une explosion de la charge de travail des élèves avec des devoirs s'ajoutant aux heures de « classe numérique ». De plus, certain·es élèves peuvent être désemparé·es face à ces méthodes de travail : sentiment de ne pas savoir ce qui est attendu, difficulté à obtenir les informations sur le fonctionnement des outils, problème d'autonomie dans le travail… Encore une fois, de grandes inégalités sont constatées entre familles pouvant aider leurs enfants et leur ayant appris l'autonomie et la maîtrise des outils techniques... et les autres. En définitive, la pseudo continuité pédagogique renforce les inégalités. Plus les élèves sont fragiles, moins ils·elles en bénéficient. Malgré tout, ces inégalités ne doivent pas servir d'alibi pour une reprise, si les conditions sanitaires ne sont pas réunies.

NOTRE ANALYSE DE LA SITUATION

SURCHARGE DE TRAVAIL ET PRESSIONS HIÉRARCHIQUES

L'enseignement à distance a été complètement improvisé à l'Éducation nationale. Sans cadrage, chacun·e s'est débrouillé·e avec ses propres outils, ses propres compétences et ses propres limites.
Force est de constater que l'enseignement à distance a entrainé un surcroît de travail et d'investissement. En quelques jours seulement, il a fallu revoir les progressions, adapter pour l'enseignement à distance, prendre en main des outils numériques , maintenir des liens avec les élèves Et tout ceci avec le sentiment d'être submergé·es par la multitude d'informations et d'être isolé·es.
Le face à face pédagogique correspond à une relation qui est de l'ordre de l'humain.
En l'absence de directives claires, tous les personnels de l'Education ont dû composer au mieux.
Des collègues ont été soumis·es à un excès de zèle de la part des chef·fes d 'établissement. Certain·es ont demandé que soit notifié par écrit un emploi du temps des heures passées en télétravail, d'autres ont exigé que les enseignant·es rentrent en contact (avec leur propre téléphone et au mépris de la protection des données) avec chaque élève, avec un questionnaire précis sur le travail des élèves, instaurent des cours en visio-conférence. À cette pression hiérarchique s'est parfois ajoutée une pression des familles, inquiètes des éventuels retards dans les apprentissages. Face à la situation, de trop nombreux·ses collègues se sont senti·es prisonnier·ères du zèle et des attentes.
Pendant cette période, il n'y a pas eu d'enseignant·e qui ne travaille pas compte tenu de la fermeture des écoles.

Isolement, pressions et sollicitations, horaires de travail et droit à la déconnexion…
Avec le confinement, le nombre de personnels à la limite de l'épuisement professionnel a augmenté de façon inquiétante. Dans ce contexte stressant, il est essentiel de limiter notre charge de travail et de relativiser le sentiment d'échec rencontré malgré nos efforts.

A l'heure d'une éventuelle reprise … la CGT revendique ...

→ **l'arrêt des pressions sur les personnels et élèves ;**

→ **la fin des politiques d'austérité et de suppressions de postes ;**

→ **la prise en compte pleine et entière du travail à distance effectué par tou·tes les agent·es durant cette période**

→ **une revalorisations salariales ainsi qu'une compensation financière dans le cadre du télétravail et de l'utilisation du matériel personnel par les agent·es. (ordinateur, forfaits de connexion, …)**

Rejoignez l'aventure !

❒ **Je souhaite vous contacter**… envoyez-moi les documents d'adhésion et les informations sur la cotisation (1% du salaire net, dont les 2/3 sont remboursés par les impôts).

Nom : Prénom :

Adresse Mail :

CGT Enseignement privé
263 rue de Paris — case 544
93515 Montreuil Cedex

Une seule adresse électronique :
contact@cgt-ep.org